

# LE MILITANT

SEPTEMBRE 64

..... SOMMAIRE.....

P.1.....Projet d'éditorial  
P.2.....Pour la conférence du  
P.3.....travail en milieu ouvrier  
P.4.....Histoire d'un licencié-  
P.5,P.6 ment  
P.6 et 7.Echos et informations

BULLETIN DES MILITANTS DEVELOPPANT UNE PROPAGANDE SOCIALISTE DANS LES ENTREPRISES

.....  
PROJET D'EDITORIAL pour les journaux d'usines et locaux,  
REDUCTIONS D'HORAIRES,

dans l'industrie automobile. Remarquons tout d'abord que pour l'instant cette mesure ne touche pas tout le monde. Ici on licencie des travailleurs, étrangers, là on réduit les horaires, ailleurs on maintient les 48 heures hebdomadaires. Le patronat adopte une tactique bien souple qui tend à diviser les travailleurs.

Mais la majeure partie des ouvriers de l'automobile est concernée. C'est que les magnats de la voiture trouvent que ça va mal: on a augmenté les capacités de production d'une manière énorme mais les possibilités de vendre n'ont pas changé de la même façon. On a produit d'une manière anarchique en fonction des profits espérés et non des besoins réels de la classe ouvrière. Autrefois on disait: "quand le bâtiment va tout va" aujourd'hui on peut dire: "quand l'automobile va, tout va". Mais quand l'automobile ne va pas? C'est que ce secteur représente une part importante dans l'économie: il y a les sous traitants, les bureaux d'études etc... qui gravitent autour des grandes usines. Tous ceux qui sont liés directement ou indirectement à la fabrication de véhicules devront payer les pots cassés, de la production anarchique.

Au fait si le pouvoir d'achat des travailleurs de l'usine de voitures diminue, est-ce que cela ne concerne pas la production de l'usine de frigorifères qui est à côté ?? La réduction d'horaires dans l'industrie automobile concerne les travailleurs de toutes catégories et de toutes les corporations. Additionnons: fermeture de puits de mine déclarés "non rentables", licenciements dans la construction navale, réduction d'horaires et journées chômées dans l'automobile; c'est la fin du mythe de "l'expansion dans la stabilité". Mais cela ne veut pas dire que le régime doit en périr; il faudra bien plus que cela pour le mettre par terre.

En fait il s'agit aujourd'hui d'établir un lien entre les divers fronts de lutte de la classe ouvrière: pour le retour aux 40 heures sans réduction de salaire, pour les reconversions aux frais des capitalistes, pour l'augmentation du pouvoir d'achat, tel est le front de lutte à opposer aux capitalistes; mais plus loin nous devons comprendre que rien ne peut être résolu sans le contrôle ouvrier de la production et la planification socialiste de l'économie.

.....  
Ceci n'est qu'un projet; il ne faut pas le reprendre tel qu'il est; discutez le, critiquez le, réécrivez le.

.....  
LE MILITANT A BESOIN DE VOS DENIERS, et si les vacances vous ont fait oublier la bonne adresse nous n'hésiterons pas à vous la rappeler:  
Calves André, 82 boulevard de Port Royal Paris, CCP 1005 68 Paris

## 2. POUR LA CONFERENCE DU TRAVAIL EN MILIEUX OUVRIERS <sup>usines</sup> <sup>et</sup> <sup>localités</sup>

Ainsi sera appelée la conférence qui sera convoquée pour les 14 et 15 novembre 1964. Cette date a été retenue après une discussion assez longue au cours de laquelle il a été tenu compte des diverses réunions syndicales et politiques qui auront lieu en fin octobre et début novembre; il est certain que si nous avons repoussé la date de la convocation nous ne pouvons retarder indéfiniment la tenue de cette conférence.

Le fait que des camarades animent des journaux locaux nous amène à élargir la participation à cette conférence qui concernait initialement et en priorité le travail d'entreprise. Mais nous élargirons bien d'avantage la conférence: tous ceux qui font du travail en milieu syndical, tous ceux qui ont des responsabilités syndicales doivent participer à la conférence. Et si nous allons plus loin nous disons que logiquement le travail en milieu ouvrier doit intéresser tous les militants, qu'ils soient instituteurs, médecins ou étudiants. Cette conférence ne doit pas être celle des spécialistes.

Quels sont ses buts? Si nous souhaitons une large participation à cette conférence c'est que les sujets qui y seront abordés touchent directement au problème de la construction du Front Socialiste des travailleurs.

### 1- ELABORER UNE STRATEGIE UNITAIRE DANS LES SYNDICATS

.....  
Rien dans ce domaine n'a été fait jusqu'à ce jour: pourtant tous ceux qui se réclament de la politique de Front Socialiste s'accordent à reconnaître que les syndicats représenteront une force considérable dans le front et dans la lutte de ce front pour le pouvoir des travailleurs; or l'édification du Front Socialiste passe par l'unification syndicale pour laquelle nous ne devons pas avoir une position attentiste mais très active. Que devons nous faire dans ce but? Tel est l'un des sujets qui sera débattu.

### 2- EXAMINER LES POSSIBILITES D'ACCORDS AVEC LES PARTIS OUVRIERS Sur la base du PROGRAMME TRANSITOIRE VERS LE SOCIALISME.

.....  
Cela revient à étudier de quelle manière il est possible d'engager la discussion, principalement avec le PCF. Ensuite si nous visons à un accord, nous n'ignorons pas que des concessions devront être faites: il s'agit alors de fixer les limites de ces concessions.

### 3- ETUDIER LES POSSIBILITES D'UN DEVELOPPEMENT IMPORTANT DE LA PROPAGANDE SOCIALISTE.

.....  
Ce sujet touche au contenu des journaux d'usines et locaux. Mais il soulève également le problème de nos liaisons avec les masses et des perspectives du travail en direction de la classe ouvrière.

### 4- METTRE SUR PIEDS UNE VERITABLE ORGANISATION DU TRAVAIL EN MILIEU OUVRIER (usines et cités ouvrières)

.....  
Cette organisation nous manque beaucoup, sur le plan politique comme sur le plan pratique. Il est par exemple anormal que la majeure partie des textes publiés dans LE MILITANT sont écrits par des camarades parisiens; il en est de même pour les pages ouvrières de L'ACTION. De plus, les difficultés matérielles et financières limitent nos possibilités de développement. Pour toutes ces questions il faudra qu'une organisation solide soit mise sur pieds: seront donc posés les problèmes d'une commission du travail en milieu ouvrier, d'une direction de ce travail et peut-être celui de l'élection de cette direction.

L'organisation des débats : les camarades de province doivent, si la conférence se tient au cours d'un week end, retourner chez eux dans l'après midi d u dimanche. Généralement, c'est à la fin de ce type de réunion que sont élaborés les thèses finales, ce qui fait que les camarades de province ne participent pas à l'élaboration.

Nous proposons donc le mode de travail suivant: l'ordre du jour comportera 4,5 ou 6 points. A chaque fois qu'un sujet sera épuisé, on passera à l'adoption d'une résolution partielle qui sera discutée par les camarades de Paris et de Province.

A la fin de la conférence, une commission (parisienne probablement ) sera désignée et aura pour tâche de réunir en une résolution globale l'ensemble des résolutions partielles adoptées au cours des débats. Ce ne sera plus une question politique mais une simple affaire de style. Ainsi pensons nous concilier l'application des règles de la démocratie et la nécessité pour les camarades de province de partir tôt.

## A U T R A V A I L !

### I Pour les camarades de Paris et de Province

Ils doivent à l'échelon de leur groupe (usines ou localité) discuter des problèmes que nous avons soulevé plus haut; à cet effet des textes seront envoyés qui pourront peut-être servir de base aux discussions préparatoires. Sur tous les sujets ils peuvent dès maintenant préparer des résolutions qu'ils proposeront à tous les militants lors de la conférence.

### II Pour les camarades de la région parisienne

-----  
Ils doivent participer activement aux tâches pratiques: dactylographie ronéotage et expédition des textes. D'autre part ils doivent faire le nécessaire pour que les camarades de province ne couchent pas à la belle étoile ou dans des hôtels toujours onéreux. Ceux qui ont de la place doivent le signaler rapidement: écrire à CAIVES André

82 boulevard de Port Royal PARIS V

### III Pour les camarades de Province

-----  
Ils doivent après leurs discussions désigner leurs délégués à la conférence et en faire connaître le nombre: ceci est important pour les questions de logement.

### IV Pour tous les camarades

-----  
de Paris et de Province, participant ou ne participant pas à la conférence, il y a lieu de fournir un effort particulier dans le domaine financier; il serait souhaitable que la caisse du MILITANT puisse couvrir tout ou partie des frais de déplacement des camarades de province.

---

---

# 4 Histoire d'un licenciement

Les lecteurs du "Militant" savent que la société Ernault-Somua (Fabrique de machines-outils) avait averti en janvier dernier, 80 ouvriers, qu'ils seraient licenciés au 31 juillet.

Motif officiel : manque de commandes et déplacement de fabrications dans les usines de province.

Depuis fort longtemps, la Direction avait créé un climat d'insécurité. Une certaine démoralisation régnait dans l'usine et l'annonce faite en janvier ne provoqua pas de fortes réactions de la part des ouvriers.

Entre janvier et juillet, beaucoup de licenciés ont cherché à trouver du travail ailleurs et partirent en bénéficiant du mois de préavis. Parmi eux plusieurs délégués du personnel.

Quand vint juillet, il ne restait plus qu'une vingtaine de futurs licenciés, dont trois délégués du personnel, à propos desquels le patron dut faire appel à l'inspecteur du travail.

Un premier débat eut lieu au début juillet au sujet du délégué Dayan, la direction obtint l'accord de l'inspecteur du travail pour son licenciement.

Le deuxième débat qui nous concernait fut assez instructif et nous allons tenter d'en donner un résumé fidèle.

Dans le bureau directorial se trouvèrent : le Directeur, le chef du personnel, l'inspecteur du travail, les délégués licenciés, assistés par les secrétaires de syndicats CGT et CFTC.

Le Directeur débuta en exposant rapidement les motifs des licenciements cités plus haut. Puis il expliqua de quelle manière il avait choisi 80 ouvriers. Chaque ouvrier avait été noté dans trois domaines : qualification professionnelle - conscience professionnelle et assiduité - esprit de service. Le personnel fut divisé en trois catégories : ceux qui avaient une bonne note et qui devaient rester, ceux qui en avaient une mauvaise et qui devaient partir enfin une catégorie intermédiaire dans laquelle une partie seulement était licenciée, le choix se faisant en tenant compte de l'ancienneté et des charges de famille.

A leur tour, les licenciés s'exprimèrent.

Sur le fond du problème ils insistèrent sur la faiblesse de l'argumentation patronale. Elle ne démontre en rien qu'il fallait licencier 8, 80, 800 ou pas d'ouvriers du tout. Si c'est le droit sacré du patron, il faut le dire, mais si cela veut être une explication devant l'inspecteur du travail, c'est faible et pas du tout démonstratif.

En ce qui concerne la méthode de choix des licenciés, les délégués contestèrent la valeur des notes. Le Directeur intervint alors pour dire que les délégués licenciés avaient leur "moyenne" et qu'il n'y avait donc pas eu brimade. L'inspecteur du travail parut frappé par cette remarque et répéta à plusieurs reprises "vous aviez la moyenne".

Les délégués licenciés répliquèrent en disant que cette moyenne ne présentait aucun intérêt. Dans un examen la moyenne a un sens. Dans un concours, on peut très bien être battu avec une bonne note. L'élimination de 80 ouvriers est, en quelque sorte, un concours à rebours. On peut parfaitement donner 6/10 à ces ouvriers, et on les élimine cependant en donnant 7, 8 ou 9/10 au reste de l'usine. Dans le cas précis des délégués, c'est même une habileté, de la part du patron, que de leur donner une moyenne qui entraîne cependant leur licenciement. Il eut été grossier de leur donner 3/10 par exemple. Cependant cette habileté patronale ne peut tromper que des nigauds.

L'inspecteur du travail convint alors que la nécessaire élimination de 30 ouvriers présentait effectivement le caractère d'un "concours" à propos duquel la notion de moyenne n'a pas de sens.

Poursuivant leurs explications, les délégués licenciés soulignèrent qu'à aucun moment, les délégués ni les syndicats n'ont pu voir le tableau d'ensemble des notes. L'inspecteur du travail les verra peut-être, mais comme il ne connaît pas les ouvriers, cela n'offre aucun intérêt. Par contre, en comparant les notes d'ouvriers maintenus et d'ouvriers licenciés, les délégués qui connaissent les capacités de chacun, auraient pu voir s'il y avait malveillance caractérisée à l'égard de tel ou tel. Comme ce tableau d'ensemble est demeuré secret, nous ne pouvons que contester sa valeur réelle.

L'inspecteur du travail se contenta de hocher la tête en indiquant qu'il existe effectivement dans certaines branches, des commissions paritaires qui discutent sur la totalité des notes, mais que cela n'existe pas encore dans la métallurgie. Il le déplora mais se garda de dire que dans le doute il devait au moins s'abstenir.

Pour sa part, le chef du personnel glissa, avec le sourire, un bon mot, sur la loi lointaine qui réglerait cette question chez les métallos.

Deux cas particuliers furent soulevés. Celui de Calvés dont la moyenne de 5,6/10 était due, entre autres, au fait que sa note "Esprit de service" était tombée à 4/10 en janvier 1964. Calvés demande la raison de cette chute. Le Directeur rappela une certaine lettre d'avertissement expédiée en 1963 à Calvés parce qu'il avait pris la parole au vestiaire en faveur de la lutte pour les 4 semaines de congé.

A nouveau l'inspecteur du travail philosopha avec une amertume presque vraie, sur l'impossibilité pour un délégué ouvrier d'obtenir une bonne note dans le domaine "esprit de service". Le patron crut utile de protester mollement pour la forme.

Cas De la Torre : ce camarade, délégué tourneur, est dans la liste des licenciés. Or, depuis janvier, trois tourneurs de même catégorie, et non licenciés, ont pris leur compte. Le secrétaire du syndicat CGT demanda donc au patron sur quoi il pouvait s'appuyer pour maintenir le licenciement de De la Torre. L'inspecteur du travail ne put que s'étonner à son tour, et le Directeur mis au supplice déclara d'un ton grave "qu'en fait..en janvier.. il avait compté..très juste..mais que les difficultés subsistaient etc..

Il lui fut alors demandé si on pouvait avertir l'atelier qu'il y aurait de nouveaux licenciements. Il se récria qu'il n'en était pas question. Il devenait très clair que dans tous les cas, De la Torre, délégué CGT, rédacteur et diffuseur de l'Etincelle, depuis des années, était de trop chez Renault-Somua.

Plusieurs délégués firent remarquer que le patron n'avait pas hésité à mettre des rectifieurs sur les tours ; l'inspecteur du travail demeura imperméable et se contenta de demander au patron l'assurance qu'il embaucherait en priorité les licenciés si les affaires marchaient mieux demain.

Il était évident que l'inspecteur acceptait les licenciements, avant même d'entrer dans la salle. Il était évident aussi que ça n'est pas la logique, mais une menace de grève qui peut peser sur les jugements d'un inspecteur. Là où les ouvriers sont abattus, l'inspecteur exécute toutes les demandes patronales.

Le représentant CGT n'eut pas de mal à montrer le peu d'intérêt de la demande formulée par l'inspecteur. En principe, le patron ne doit pas embaucher de personnel pendant 6 mois après des licenciements. En fait (et c'est le cas chez Renault) il "loue" des ouvriers de toutes qualifications à une maison spécialisée dans cette sorte de commerce. Ainsi, il bouche, très légalement, les creux pendant six mois, puis peut embaucher ensuite, d'une façon durable, d'autres ouvriers que les licenciés.

L'inspecteur du travail ne souffla mot.

Il indiqua qu'il réservait sa décision et la séance fut levée.

Dès le 1

6 Dès le lendemain, les délégués étaient avertis par lettre recommandée, que l'inspecteur acceptait les licenciements en dépit de l'opposition du comité d'établissement.

Les délégués licenciés ont fait appel aux Prudhommes. Etant donné l'attitude de l'inspecteur du travail, il est impossible de préjuger de la décision des prud'hommes. Satisfaction sera, au moins certainement donnée aux délégués sur la question du paiement du mois de préavis que le patron a compté sur la base de 173 heures, alors que le mois de travail ordinaire dans l'usine est de plus de 200 heures, et que c'est bien ce temps qui eut été effectué si le patron avait imposé l'accomplissement du mois de préavis.

Calvés André.

mmmmmm                      mmmmmmm                      mmmmmmm                      mmmmmmmmm                      mmmmmmm                      mmmmmmmmm

mmmm                      mmm                      mmmmm                      mmmmm                      mmmmm

## ECHOS ET INFORMATIONS

### LU EN CONGES

1°. Un article de Tréno disant que l'essentiel est l'union des républicains et soutenant Defferre. Tréno donne la parole à Rochefort qui, en 1862, appelait à l'union de tous les démocrates contre Napoléon III.

2°. Lu l'Insurgé de Vallés qui semble une meilleure référence que Rochefort. Vallés parle également des démocrates anti-Napoléon, et souligne que sur la quantité, il y en pas mal qui détestent encore plus les "insurgés de Juin" qu'ils ne haïssent Napoléon. Vallés montre que divers "démocrates" ne sont que des "fusilleurs d'hier et de demain". Ainsi fut, en effet Mr Thiers, démocrate trop connu. Pauvre Tréno...

3°. Lu dans la presse que le yacht du camarade Defferre a participé à une course très mondaine en méditerranée, et a terminé second derrière celui du magnat des huiles Lesieur.

### OUI, IL FAUT CHOISIR.

Oui, contre le fascisme, il faut défendre les plus petites libertés, les plus menues garanties existant dans la société bourgeoise.

Cela veut-il dire qu'il faut choisir entre le bourgeois "de gauche" et celui de "droite", entre le parti bourgeois libéral

et le parti bourgeois conservateur ? Pas du tout. Si l'intérêt de classe le lui commande, le parti bourgeois libéral mènera une politique aussi scélérate que l'autre, et il la mènera d'autant plus facilement que les travailleurs auront été abusés sur son compte. Ceux qui votèrent Hindenbourg contre Hitler virent le premier introniser le second. Ceux qui votèrent "Front républicain" contre Edgard Faure, virent l'action directe des rappelés brisée et la guerre d'Algérie prendre de l'ampleur. Ceux qui croient voir la solution dans un vote pour Johnson contre Golwater oublient que le premier s'est flatté d'avoir impulsé les fabrications de guerre, plus que les "républicains" ne l'avaient fait. Ils oublient que Johnson fait exactement la politique qui convient à l'impérialisme (agressions au Nord-viet-nam etc) et qu'il pourra d'autant mieux agir dans le sens des intérêts impérialistes, qu'il y aura des illusions sur son compte parmi les masses populaires.

### DES FAITS

"Depuis 1960, nous avons augmenté de deux fois et demi, nos forces nucléaires en état d'alerte, et de nombre de fusées intercontinentales est passé de cent à plus de mille" Johnson. 21-6

BELFORT

Alliance des Républicains, Contrat des Non, c'est ainsi que l'on peut dé finir la collusion d'un candidat PSU avec le MRP et les Indépendants.

Puisse cette triste expérience mon- trer que le Front Socialiste est la seule formule politique sérieuse et que même le grand PCF devrait la préférer à ses mots d'ordre confus.

.....  
Un militant nous écrit une lettre violente nous disant:

"Les beeftéquars de Belfort devraient être promptement exclus du PSU...."

C'est aussi notre avis; nous pour- rions par la même occasion exclure ceux qui ne se sont pas encore mani- festés mais qui attendent leur heure.

CHASSEUR, VA....

Lors du dernier voyage en provin- ce de De Gaulle, il a fallu retarder l'ouverture de la chasse pour mieux protéger le général.

Evident après tous les lapins qu'il a posé aux agriculteurs et aux ouvriers.....

BELGIQUE

La police a matraqué les Jeunes Gardes Socialistes lors des manifes- tations commémoratives de la lère. Internationale.

Précisons que ce sont les "bonzes" de la dite internationale qui ont ap- pelé les flics contre des "agitateurs d'extrême gauche". Aux grands mots les grands remèdes, n'est-ce pas? Mais re- marquons que les "démocrates" se sen- tent plus gênés par des militants ré- volutionnaires que par une guerre co- loniale au Congo par exemple.

ETATS UNIS

CLIFTON DE BERRY demande le retrait des troupes américaines du Viet Nam et dénonce l'agression US contre le Nord Viet Nam. Clifton DeBerry, can- didat du SWP à la présidence aux USA développe inlassablement un programme socialiste. C'est pourquoi la presse n'en parle pas.

Mais que dit le PC américain ??? qu'il préfère Jonhson à Goldwater.....

SANS COMMENTAIRES

Ce qui suit a été tiré de la pre- mière page de l'HUMA du 10-9-64.

"J'ai le regret de vous faire savoir que la commission des Admissions en Cité du centre régional n'a pas accep- té votre demande de réadmissions à la résidence universitaire."

L'ACTION ETUDIANTE GAULLISTE

Les étudiants désireux de poursuivre leurs études à Paris et qui souhaite- raient loger à la cité Anthony sont priés de se faire connaître à l'AEG 41 rue de l'Hotel des Postes à Nice d'où l'on facilitera leur demande.

Nice-Matin du 20-6-64

CHEZ SIMCA

On licencie des ouvriers et des manoeuvres...mais seulement portugais espagnols et italiens. Ils sont licen- ciés avec la promesse de réembauche dans six mois. Faux Jetons! Vous les mettez sur le pavé pour une période indéterminée (malgré vos promesses) et c'est pourtant Vous qui les avez fait venir en leur promettant monts et mer- veilles. Au fait quand licencierez vous les actionnaires étrangers ??

PETITE ANNONCE

Lu dans France Soir une petite an- nonce par laquelle une entreprise re- cherche un ouvrier "54 heures assurées" Ce sera peut-être l'idéal lorsque les patrons promettent aux candidats qu'ils pourront passer la nuit devant leur machine???

ALLEZ DONC SAVOIR

Selon le Chanoine Kir, Kroucht chev lui aurait dit en 1961 que l'occident avait la chance d'avoir l'URSS pour le protéger de la Chine.

Ou le Chanoine dit vrai et en ce cas Krouchtchev n'est pas un communiste; ou bien il ment et en ce cas le Cha- noine est un chrétien menteur et un raciste.

MODIFICATIONS

Changement du conseil d'administra- tion et de la répartition des actions à France Observateur.

Le marxisme nous enseigne qu'à des changements économiques corres pondent des changements politiques.